



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Premier trimestre 2023

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Le produit intérieur brut (PIB) connaît une stagnation (-0,1%) au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette situation est la résultante d'une baisse enregistrée dans le secteur tertiaire (-3,9%) et des hausses respectives de 1,1% et 4,1% dans les secteurs primaire et secondaire.

Le premier trimestre 2023 est marqué par une baisse du niveau général des prix à la consommation en variation trimestrielle (-1,0%) et une hausse en variation annuelle (+2,9%).

Au cours de ce même trimestre, de l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la conjoncture au premier trimestre 2023 dans le secteur de l'industrie est défavorable. En effet, les recettes, la production, les effectifs employés ont baissé dans un contexte de tensions de trésorerie. Cependant, les opérateurs du secteur sont optimistes pour le trimestre à venir.

Les échanges avec l'extérieur au premier trimestre 2023 sont marqués par une balance commerciale déficitaire mais en amélioration en variation trimestrielle. En un trimestre, les importations ont baissé de 22,8% et les exportations de 8,0%.

1. Environnement international

Economie mondiale : L'économie mondiale s'est affaiblie et l'incertitude accrue en 2023.

D'après les prévisions de référence de la FMI, la croissance devrait ralentir de 3,4 % en 2022 à 2,8 % en 2023, avant de remonter à 3,0 % en 2024. Les pays avancés devraient connaître un ralentissement particulièrement marqué de leur activité économique, avec un taux de croissance chutant de 2,7 % en 2022 à 1,3 % en 2023. Dans un autre scénario plausible avec une amplification des tensions sur le secteur financier, la croissance mondiale chute aux alentours de 2,5 % en 2023 et celle des pays avancés passe sous la barre de 1 %. Dans le scénario de référence, l'inflation globale mondiale baisse de 8,7 % en 2022 à 7 % en 2023 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement. Dans la plupart des pays, l'inflation ne devrait pas revenir à son niveau cible avant 2025.

Les perspectives sont incertaines, dans un contexte caractérisé par les perturbations du secteur financier dans la zone euro et les économies avancées.

Avec le ralentissement de l'inflation, le regain des revenus des ménages et la consolidation de la demande extérieure, la croissance du PIB en volume se renforcera dans les trimestres à venir dans la zone EURO. En dépit du resserrement des conditions de financement et le Fonds monétaire international (FMI) ayant légèrement amélioré ses prévisions économiques pour l'Union européenne, la zone euro devrait désormais connaître une croissance de 0,8 % cette année, contre 0,5 %, dans les prévisions précédentes, et de 1,4 % en 2024. L'Allemagne, moteur industriel du continent, connaîtra une décroissance de 0,1 % en 2023 et une croissance

de 1,1% en 2024. La France et aussi l'Italie connaîtront une croissance de 0,7 % en 2023 et respectivement des croissances de 1,3% et 0,8% en 2024. La croissance la plus marquée dans la zone euro est observée en Espagne qui s'affiche à 1,5% en 2023 et une performance de 2,0% en 2024

La croissance a également été maintenue dans presque toutes les autres grandes économies : en Chine (+5,2% après une hausse de 3,0% en 2022), aux Etats-Unis (+1,6% après +2,1%) et la Canada (+1,5% en 2023 et +1,5% en 2024 après + 3,4% en 2022). L'économie japonaise connaît également une hausse (+1,3% après +1,1% en 2022). Les prévisions sont par contre moins reluisantes pour l'économie anglaise post-brexit qui affiche une décroissance de 0,3% en 2023

L'activité économique ralentie en Afrique en 2023

Globalement, en Afrique la croissance économique est attendue en légère hausse à 4,0% en 2023 contre 3,8% en 2022, en raison principalement des mesures internes de soutien à la croissance et des efforts mondiaux pour l'atténuation des impacts des chocs exogènes.

En 2024, la croissance baisserait légèrement à 3,9%. Ces perspectives restent soumises, notamment au ralentissement de l'économie mondiale, à la persistance de l'inflation, au resserrement prolongé des conditions financières mondiales et aux tensions géopolitiques.

S'agissant de l'inflation, elle passe de 13,8% en 2022 à 13,5% en 2023. En 2024, elle est attendue à 8,8%.

Ralentissement de l'activité économique et tendances inflationnistes en Afrique Subsaharienne.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique enregistre un ralentissement en 2023 avec un taux de 3,6% après 3,9% en 2022. Cette contre-performance s'expliquerait par plusieurs facteurs, notamment le ralentissement de la demande de biens exportés par la région en raison du ralentissement de l'activité économique mondiale en lien avec la crise russo-ukrainienne et le relèvement des taux par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.

En particulier, la croissance économique s'affiche à 0,1% en Afrique du Sud, à 1,6% au Ghana et à 3,2% au Nigeria contre respectivement 2,0%, 3,2% et 3,3% en 2022.

En perspective, la croissance de la région est projetée à 4,2% en 2024 à la faveur d'une augmentation de la consommation privée et de l'investissement confortée par la reprise de l'économie mondiale, le durcissement de leur politique monétaire et la chute des cours du pétrole. En Afrique du Sud et au Ghana, la croissance est projetée en accélération, respectivement à 1,8% et 2,9% en 2024. Au Nigéria, elle continuerait de ralentir pour se situer à 3,0%.

Quant à l'inflation, elle reste élevée en s'établissant à 14,0% en 2023 contre 14,5% en 2022. Ce niveau des prix est imputable principalement aux effets du conflit en Ukraine, à la persistance de l'inflation mondiale et à la hausse des coûts d'emprunt pour les pays du fait de la dépréciation des monnaies nationales. Le Ghana et le Nigeria enregistrent des forts taux d'inflation respectivement de 45,4% et 20,1% en 2023 après respectivement 31,9% et 18,8% en 2022. En Afrique du sud, l'inflation s'établit à 5,8% en 2023, après 6,9% un an plus tôt.

En perspective, les pressions sur les prix s'atténuent quelque peu avec un taux d'inflation revenant à 10,5% en 2024. Au Nigeria et au Ghana, l'inflation ressortirait respectivement à 15,8% et 22,2% en 2024. Elle serait de 4,8% en Afrique du sud.

La croissance connaît un ralentissement dans la zone UEMOA en 2023

Dans l'UEMOA, la croissance économique est plus vigoureuse en 2023 avec un taux de 6,1% contre 5,7% un an plus tôt, en lien avec le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs.

En perspective, la croissance serait de 7,4% en 2024, en lien avec l'amélioration attendue de l'environnement international et le renforcement de la résilience dont a fait preuve l'ensemble des Etats membres face aux récentes crises. Par ailleurs, la situation sécuritaire devrait connaître une amélioration grâce à une meilleure coordination des actions régionales avec une reprise des activités dans les zones fortement touchées et un retour des déplacés dans leur territoire.

Le niveau général des prix à la consommation dans l'Union baisserait de 3,4 points de pourcentage pour se situer à 3,7% en 2023 contre 7,1% en 2022, dans un contexte de détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, et de poursuite des mesures de lutte contre la vie chère, largement au-dessus des objectifs de stabilité des prix dans la zone¹. En perspective, l'inflation est projetée à 2,1% en 2024.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au premier trimestre 2023, le dollar US, le franc suisse, le rand et le cedi se sont dépréciés par rapport au franc CFA en glissement trimestriel avec des taux respectifs de 6,5%, de 2,4%, de 4,8% et de 11,6%. En rythme annuel, le rand et le cedi se sont dépréciés respectivement de 15,9% et 39,6%. Le franc suisse et le dollar US se sont appréciés respectivement de 3,2% et 2,8%.

¹ L'objectif de stabilité des prix de la BCEAO est compris entre 1 et 3%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average²) est en baisse à fin mars 2023 ; il est ressorti à 76,5\$ US le baril contre 78,1\$ US à fin décembre 2022, soit une régression de 2,0% en un trimestre. Comparé à son niveau de mars 2022, le cours mondial du baril de pétrole est en régression de 32,0%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 78,5\$ US le baril en mars 2023 contre 80,9\$ US à fin décembre 2022 soit une régression de 2,9%. Comparé à son niveau de mars 2022, il enregistre une régression de 32,1%.

- *Le cours mondial de l'or*

En mars 2023, le cours de l'or enregistre une hausse de 6,4% par rapport à décembre 2022. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1912,7 dollars l'once en mars 2023 contre 1797,6 dollars en décembre 2022. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une baisse de 1,8%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 41 307FCFA le gramme en mars 2023, en hausse de 5,2% par rapport à décembre 2022 (39 270 FCFA) et en hausse de 0,9% en glissement annuel (40 926 FCFA en mars 2022).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une baisse trimestrielle de 5,4% en passant de 2223,8 dollars la tonne en décembre 2022 à 2103,0 dollars en mars 2023. En glissement annuel, il a baissé de 32,4%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1287,1 FCFA le kilogramme en mars 2023, contre 1376,8 FCFA en décembre 2022, soit une baisse de 6,5%. La baisse annuelle est de 30,5%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Au quatrième trimestre 2022, l'économie nationale connaît un recul (-0,1%) après une baisse (-1,6%) au troisième trimestre.

Le produit intérieur brut stagne (-0,1%) au quatrième trimestre 2022. Cette situation provient de la baisse des activités non marchandes des administrations publiques. La baisse a été contenue grâce à des croissances dans les secteurs primaire (+1,1%) et secondaire (+4,1%). La bonne performance du secondaire s'explique par des hausses dans toutes les branches du secteur excepté la construction qui recule de 1,7%. Ainsi, des croissances respectives de 6,2%, 2,5% et 5,3% ont été enregistrées dans les activités extractives, les activités manufacturières et dans la production et distribution d'électricité et d'eau.

Les activités extractives baisse au premier trimestre 2023. En effet, après la forte hausse de 39,2% au quatrième trimestre, les activités extractives chutent de 9,5% au premier trimestre. Cette baisse s'accompagne également d'une baisse des activités de soutien aux industries extractives. Cependant la quantité d'or produite reste sensiblement égale à la production enregistrée au quatrième trimestre 2022.

2.i. EMPLOI

« Baisse de la demande d'emploi au troisième trimestre »

Au troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en baisse (- 47,1%) comparativement au trimestre précédent. Selon le sexe, il ressort que la demande d'emploi a baissé de 55,1% pour les hommes et de 33,2% pour les femmes. En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le deuxième et troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi a diminué chez tous les niveaux instructions

sauf chez les instruits de niveau « BEP » (+2,8%). En effet, le nombre de demandes est à la baisse pour les « Sans diplômes » (-16,3%), les instruits de niveau « CAP » (-67,8%), « CEP » (-9,6%), « BEPC » (-39,3%), « BAC » (-48,0%), « DUT/BTS » (-52,1%) et « Licence et plus » (-63,9%).

En ce qui concerne l'âge, la baisse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « moins de 20 ans » (+192,6%, 20 demandes au 2e trimestre contre 59 demandes au 3e trimestre) et une quasi stabilité du nombre de demandeurs d'emploi dont l'âge est compris entre 45 et 49 ans.

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en septembre 2022 est de 109 contre 117 en juin 2022 et 175 en septembre 2021. Par ailleurs, en septembre 2022, 328 entreprises ont été créées contre 451 en juin 2022, soit une hausse trimestrielle de 228,0%. Par rapport à septembre 2021, le nombre d'entreprises créées est en baisse de 59,7%, soit 486 entreprises en moins.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle et minière connaît une baisse au premier trimestre 2023 »

Au premier trimestre 2023, la production industrielle et minière a enregistré une baisse de 3,7% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux « industries extractives » (-9,5%). Cette baisse est atténuée par les activités des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et de l'eau » (+12,8%) et celles de l'« industrie manufacturière » (+3,7%).

La hausse des activités manufacturières est imputable notamment à la « fabrication de produits à base de tabac » (+75,8%), aux « Activités de

fabrication de textiles » (+27,9%) et à la « Fabrication de produits chimiques » (+251,9%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière est en hausse de 8,3% au premier trimestre 2023. Cette hausse s'explique essentiellement par une croissance des activités des « industries extractives » (+11,5%), des « industries manufacturières » (+15,5%) et des « Industries de production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+10,6%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au premier trimestre 2023

La conjoncture au premier trimestre 2023 dans le secteur de l'industrie est défavorable. En effet, les recettes, la production, les effectifs employés ont baissé dans un contexte de tensions de trésorerie. Cependant, les opérateurs du secteur sont optimistes pour le trimestre à venir.

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en hausse au quatrième trimestre 2022

A fin décembre 2022, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 551 170 soit une hausse 0,3% par rapport au troisième trimestre 2022. La consommation totale d'eau potable est en hausse trimestrielle de 18,2% due essentiellement aux « ménages » (+11,8%), aux « Grandes maisons et industries » (+19,9%), l' « Administration » (+17,9%) et les « Bornes fontaines » (+44,7%).

Faible baisse du trafic aérien de passagers et hausse du transport aérien de marchandises en mars 2023

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en mars 2023 affiche une décroissance de 0,7% par rapport à décembre 2022. Cette régression du nombre de passagers est surtout due aux arrivées qui ont baissé de 20,7% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, le nombre total de passagers est passé de 42 692 en mars 2022 à 56 004 en mars 2023 et le nombre de passagers en transit de 9681 à 10 963.

Le volume total de marchandises dans la navigation aérienne entre décembre 2022 et mars 2023 est en hausse de 175,7%.

En glissement annuel, ce volume connaît également un rebond (+53,0%), en passant de 817 tonnes en mars 2022 à 1250 tonnes en mars 2023.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale déficitaire au premier trimestre 2023

Les exportations en valeur ont connu une baisse de 8% (59,6milliards de FCFA) au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 791,4 milliards à 688,7 milliards de FCFA, soit une baisse de 13,0%.

Les importations en valeur sont estimées à 843,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2023 contre 949,3 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 11,1%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 9,7% (+74,3 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 81,6% avec une hausse de 2,8 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2022. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 21,2 points de pourcentage. Le déficit commercial s'établit à 155,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2023 contre un déficit commercial de 200,9 milliards de FCFA au trimestre précédent et un excédent de 21,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2022.

2.v. Prix

Pressions inflationnistes au premier trimestre 2023

En mars 2023, les prix à la consommation ont connu une baisse en glissement trimestriel de 1,0%. La baisse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,9%) et des « Loisirs et culture » (-1,0%), sont les principales sources du fléchissement du niveau général des prix à la consommation au premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les prix ont connu une hausse de 2,9% imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,3%), des services de « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+9,8%), des « Restaurants et hôtels » (+4,3%) et du « Transport » (+11,5%).

2.vi. Finances publiques

Détérioration du déficit budgétaire en mars 2023

A fin mars 2023, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 25,5%. En effet, les recettes totales et dons

mobilisés sont ressortis à 668,6 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2621,0 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 850,3 milliards de FCFA à fin mars 2023 pour une prévision annuelle de 3478,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 24,4%.

Comparativement à mars 2023, les ressources mobilisées ont progressé de 195,0 milliards de FCFA (+41,2%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes totales de 92,2 milliards de FCFA (+19,7%) et une hausse des dons extérieurs de 102,8 milliards de FCFA (+15,1%).

Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 295,0 milliards de FCFA (+53,0%) comparés à fin mars 2022. Cette hausse est liée à l'accroissement des dépenses courantes de 67,0 milliards de FCFA (+14,3%) et des dépenses en capital de 24,5 milliards de FCFA (+26,3%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2023, affiche un déficit (base engagement) de 291,4 milliards de FCFA contre un déficit de 81,7 milliards à fin mars 2022, soit une détérioration de 209,7 milliards de FCFA.

2.vii. Situation monétaire

Reflux des actifs extérieurs nets et des créances intérieures en mars 2023

A fin mars 2023, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une baisse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 314,3 milliards de FCFA (-15,9 %). Ce reflux est essentiellement imputable aux actifs extérieurs nets des banques qui ont régressé de 546,7 milliards de FCFA (-21,1%). Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 748,9 milliards de FCFA (- 31,1%).

Les créances intérieures ont connu une baisse trimestrielle de 78,5 milliards de FCFA (-1,8%). Cet afflux est la résultante d'une régression des créances

sur les autres secteurs qui ont baissées de 141,8 milliards de FCFA (-3,3%) et d'une hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale qui ont progressé de 63,3 milliards de FCFA (+44,5%).

Par rapport à fin mars 2022, les créances intérieures se sont accrues de 576,1 milliards de FCFA (+15,4%).

La masse monétaire à fin mars 2023 est ressortie à 5378,7 milliards de FCFA, en baisse de 338,2 milliards de FCFA (-5,9%) comparée à fin décembre 2022. En rythme annuel, la masse monétaire a regressé de 186,9 milliards de FCFA (-3,4%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 49 85 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO ; Site Web : www.insd.bf ;

Email : insdbf@yahoo.fr